

Montreuil, le 12 décembre 2013

KEM ONE : 1800 familles, 20 000 emplois induits !

ARKEMA : casse ce bijou industriel.

MONTBOURG/HOLLANDE signent !

Virés d'Arkema en juillet 2012 ; abandonnés à Klesch pour 1 € avec plus de 200 millions d'euros dans la corbeille, avec l'aval du gouvernement, les salariés sont aujourd'hui menacés de liquidation d'entreprise !

Non, ce scénario qui sent la mafia ne se situe pas dans un pays du tiers monde, c'est bien en France, pays dit « des droits de l'Homme »

Durant des mois, après moultes réunions avec divers responsables politiques, industriels, la CGT a construit un projet pour permettre un avenir industriel aux salariés de Kem One !

Dans toutes ces rencontres, ces responsables reconnaissent le sérieux du projet Phoenix présenté par les représentants de la CGT.

Le ministère de « Montbourg » a multiplié les rencontres, affirmant que les Kem One seraient « sauvés, qu'Arkema et Total paieraient, que la BPI s'engagerait pour le futur repreneur avec EDF engagé dans le processus.

Sur le projet Phoenix, le gouvernement et Montbourg disent qu'il est le meilleur, mais qu'il demande un engagement de toutes les parties ! Mais rien n'est fait pour les réunir ensemble au ministère.

Des démarches qui ont trompé les salariés, leurs représentants CGT, les instances syndicales.

Hollande, Ayrault, Montbourg, fossoyeurs de l'industrie, se sont mis au service des affairistes des multinationales, contre les salariés qu'ils appelaient hier à voter. C'est un constat irréfutable, puisque qui à part l'Etat peut agir pour interdire de tels actes ?

Durant des mois, ces individus plus « politicards » que « politiques » n'ont eu qu'une constance : celle de protéger Arkema, coupable d'avoir « sous traité » la restructuration de Kem One à Klesch.

Dans quelle république bananière sommes-nous pour laisser quelqu'un encaisser des millions d'euros d'une société en juillet 2012, en la payant 1 €, puis de la liquider l'année qui suit, sans être poursuivi ?

1800 salariés vivent un calvaire depuis de longs mois dans l'indifférence.

Aujourd'hui, face à l'indifférence des responsables et coupables de leur situation, les travailleurs avec leurs syndicats CGT, FO, CGC sont dans une action déterminée, enfermés dans leur entreprise pour leur avenir.

Le gouvernement, le ministère ont la responsabilité d'agir pour les intérêts du pays, de la population. Laisser Kem One c'est sacrifier des dizaines d'industries, des bassins d'emplois où se situent les usines Kem One, soit 20 000 emplois induits rayés, 20 000 chômeurs supplémentaires.

L'Etat, le gouvernement sont comptables des industries indispensables pour le pays, telle que Kem One.